

Quatre mois pour organiser la réponse à la crise sanitaire

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

30 mars 2018

“c'est un vrai futoir”

- *Au CHU, le plan de délocalisation prévu depuis plusieurs semaines n'a toujours pas été communiqué. En attendant, les services se vident petit à petit. Reportage.*

11 h 50 à l'amphithéâtre de l'Ifsi. Il règne une chaleur insupportable au CHU de Pointe-à-Pitre ce lundi 26 mars. Dans la tour sud, en attendant le nettoyage et la décontamination des locaux, la climatisation a été coupée. *“Il ne manquait plus que ça !”,* s'insurge une dame assise au premier rang. Pour cette nouvelle assemblée générale du collectif de défense du CHU, l'amphithéâtre est bien moins bondé qu'à l'accoutumée. *“L'attente commence à décourager les gens. On nous promet une délocalisation mais le plan n'existe toujours pas”,* balance un biochimiste, en droit de retrait depuis bientôt deux mois maintenant. Gaby Clavier, assis sur l'estrade, à sa place habituelle, fait face à son audience. *“Nous allons faire un bilan de ce qu'il se passe dans les différents services en droit de retrait”,* propose-t-il, *“on commence par les labos ?”*

Effondrement des services

“Les travaux de décontamination n'ont pas abouti”, explique une technicienne bio médicale. *“Malgré le changement des climatiseurs, les extracteurs d'air, il n'y a eu aucun changement.”* Dans les laboratoires, qui se situent au troisième étage non loin des blocs opératoires et de la maternité, certains agents ont été parmi les premiers à faire valoir leur droit de retrait. *“Le collectif nous a proposé une délocalisation à l'institut Pasteur. Nos chefs parlent de l'Ifsi. Au final aucune décision n'a été prise mais les spéculations vont bon train”* ajoute-t-elle.

La médecine C est le seul pôle complètement fermé. Il concerne les activités de diabéto-endocrinologie et fait partie des premiers services qui ont rouvert dans la tour nord après l'incendie. *“Cela fait quatre semaines que nous sommes en droit de retrait”* lance un membre du personnel, lassé par la situation, *“nous demandons une délocalisation totale. Seulement aujourd’hui nous sommes en ‘lettre morte’. Nous n’avons obtenu aucune réponse. Les patients sont dans la nature. Alors quand on sait qu’il y a une prévalence de 10 % de diabète en Guadeloupe, c’est plutôt inquiétant.”*

En médecine B, la situation n'est pas meilleure. Après que l'aile de médecine C a fermé, les malades ont été transférés en médecine B, pour ensuite être envoyés ailleurs. *“C'est un vrai fouthoir!”* Peut-on entendre au fond de la salle. *“Tous mes collègues ont été envoyés à Choisy”*, explique un agent de service hospitalier (ASH), dépité, *“il ne reste que nous les ASH et les brancardiers”*. Ce pôle, qui se situe dans la tour nord, regroupe les consultations externes de neurologie et maladies de l'hémostase. *“Quand le cadre est venu à Ricou il nous a dit qu'il n'avait besoin ni d'ASH ni de brancardiers. Nous sommes livrés à nous-mêmes.”*

Aujourd’hui, le personnel des urgences a décidé d'utiliser son droit de retrait. Un infirmier des urgences adultes prend la parole : *“Depuis l'incendie nous avons subi délocalisation sur délocalisation. La clinique des Eaux claires, l’Escrime, et là au niveau des consultations externes sur le parking.”* Le personnel souffre de cette situation. *“Nous demandons des conditions de travail meilleures et du matériel afin de proposer une véritable offre de soin aux patients.”*

Au service de réanimation rien n'a vraiment changé. *“Les collègues ne se mobilisent pas car on leur a dit que tout allait bien. Il y a principalement des contractuels donc ils ont peur. En plus les cadres exercent une pression sur nous pour que nous ne quittions pas notre poste.”* Assise au dernier rang de l'amphithéâtre, cette infirmière a décidé de représenter son service où le personnel semble comme “pris au piège”. *“Nou ka fè konsi nou pè goumé !”* intervient de nouveau la dame au premier rang, révoltée. À 72 ans elle est prête à se battre s'il le faut. *“Nous voulons un état des lieux réel de la tour sud. Nous ne devrions pas avoir besoin de négocier”* conclut Gaby Clavier.

Les sénateurs s'y penchent

Le vendredi 23 mars, Victorin Lurel et Victoire Jasmin, sénateurs de Guadeloupe, ont rencontré la commission spécialisée des droits des usagers en présence de la directrice générale de l'ARS Guadeloupe et du président de la conférence régionale de santé et de l'autonomie. Le thème abordé concernait la situation du CHU, les problématiques auxquelles est confronté le centre hospitalier, ainsi que l'offre de soin en Guadeloupe.

C'est "en restaurant la confiance que les décisions collégiales permettront de garantir dans les meilleurs délais et conditions un système de santé opérationnel pour la prise en charge de tous les Guadeloupéens" a déclaré la sénatrice sur sa page Facebook. Dans un communiqué daté du 13 mars, Victoire Jasmin propose une liste de mesures visant à restaurer la confiance et assurer la stabilité de l'offre de soin.

"Qui veut la mort du CHU?" s'interroge Josette Borel-Lincertin au micro de RCI le 27 mars. La présidente du conseil départemental dénonce ces 43 morts suspectes, une affirmation non vérifiée selon elle.

La FGS-FO déplore

Dans un tract qui circule depuis le 28 mars, le syndicat FGS-FO du CHU fait une série d'accusations notamment à l'encontre de "ceux qui font passer leurs intérêts personnels avant l'intérêt collectif". Il dénonce " la volonté manifeste de détruire notre CHU par la désorganisation orchestrée." La FGS-FO demande l'aide des politiques, mais aussi des instances étatiques pour qu'elle accompagne l'hôpital "avec tous les moyens nécessaires".

Il a dit...

"Nous avons réalisé une enquête et fait un comparatif entre l'année dernière et cette année à la même période. Au premier trimestre 2018, il y a eu 43 morts suspectes au CHU. Quelle est l'origine de cette surmortalité ? Nous sommes au CHU pour encore sept ans minimum. Pourtant il n'y a pas de matériel à l'hôpital, de manière permanente. C'est une réalité." Gaby Clavier, secrétaire de section UTS-UGTG du CHU.

